

Comment construire une société plus juste?

Les propositions du Panel international pour le progrès social

IDDR1 04 JUIN 2019 / 4 rue de Chevreuse

Le **Panel international pour le progrès social** (PIPS) est un consortium rassemblant plus de 300 universitaires du monde entier, et dont l'objectif est de créer une interface entre les sciences sociales et les modèles de développement économiques, politiques et sociaux, en partant du constat suivant : ces modèles sont en crise, aussi bien dans les pays riches que dans les pays en développement. Après 4 ans de travaux, le panel scientifique interdisciplinaire a publié le rapport *Rethinking Society for the 21st Century* (2018, Cambridge University Press), qui apporte des éléments de réponse et propositions à la question « **Comment changer le fonctionnement du marché, du monde politique et de la société pour construire une société plus juste, respectueuse de la dignité des individus et de l'environnement ?** ». Les propositions en français ont été résumées dans l'ouvrage *Manifeste pour le progrès Social*.

Lors de cette session du Séminaire développement durable et l'économie de l'environnement (SDDEE), Marie-Laure Djelic et Marc Fleurbaey, membres du comité de pilotage du panel, présenteront les principales conclusions du rapport, qui seront également mises en perspective quant à leur réception et leur impact dans l'espace public, leur appropriation potentielle par les différents acteurs sociaux concernés, et leur rôle à l'interface expertise scientifique-décision politique.

Les intervenants seront :

- **Marie-Laure Djelic**, doyenne de l'École du management et de l'innovation et professeur de sociologie à Sciences Po (Paris). Membre du comité de pilotage du Panel international sur le progrès social.
- **Marc Fleurbaey**, chaire Robert E. Kuenne en économie et humanités à l'université de Princeton (États-Unis). Membre du comité de pilotage du Panel international sur le progrès social.
- Modération : **Laura Brimont**, chercheuse Modes de vie en transition, Iddri
- Introduction du débat par **Sébastien Treyer**, directeur général, Iddri

« **La dignité est la valeur centrale du progrès social** »

La CROIX / **Marc Fleurbaey** Entretien par Antoine Peillon, le 11/01/2019

Marc Fleurbaey, économiste, professeur à l'université de Princeton (États-Unis), est l'initiateur du Panel international sur le progrès social.

« **La Croix** » l'a rencontré, à l'occasion de la parution, vendredi 11 janvier, du « **Manifeste pour le progrès social** », dont il a coordonné la rédaction.

La Croix : Après un grand siècle de progrès social, celui-ci ne connaît-il pas un infléchissement ?

Marc Fleurbaey : La situation actuelle est très contrastée. À l'échelle mondiale, nous enregistrons encore quelques indicateurs positifs : réduction de la pauvreté, croissance du nombre de démocraties, baisse de la mortalité infantile et hausse du taux d'éducation.

En Chine, en Inde et dans l'Asie du Sud-Est, notamment, la pauvreté est en nette régression. En revanche, l'Amérique latine stagne et, dans beaucoup de pays africains, le nombre de pauvres est en forte augmentation. Il faut même souligner que l'Afrique va devenir une bombe démographique et de pauvreté.

Par ailleurs, il est visible que nous sommes entrés dans une époque de déstabilisation des démocraties, en Europe de l'Est, mais aussi en Autriche, Allemagne, Italie, Espagne, au Brésil... Sans parler de l'inquiétude que peuvent susciter Donald Trump et le Brexit, ainsi que la croissance des inégalités dans de nombreux pays, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne.

À lire aussi [«
Pouvons-nous espérer une nouvelle société ?»](#)

Mais si l'on tente tout de même de synthétiser toutes ces tendances ?

M. F. : Il est possible d'observer une légère inflexion régressive de la redistribution des richesses. Le 1 % de la population mondiale qui concentre richesse et pouvoir est de plus en plus dynastique aussi.

La concentration des marchés, à partir des années 1980, et le pouvoir politique de plus en plus puissant des grandes firmes internationales ont un impact très fort en termes de remontée des inégalités, de recul de la démocratie et d'aggravation de l'état de l'environnement.

Nous sommes même entrés dans un cercle vicieux, où dégradation de l'environnement, changement climatique, hausse des inégalités, migrations massives, déstabilisations politiques font système.

Face à une telle évolution, qu'est-il possible de faire ?

M. F. : Il faut agir sur trois fronts, simultanément : le socio-économique, l'environnemental et le démocratique. Cela ne sera possible, désormais, que grâce à la participation majeure de la société civile, exprimant une pression de « la base ».

Les travaux du Panel international sur le progrès social ont mis en évidence la nécessité de la vision d'une société beaucoup plus participative, car, aujourd'hui, entre la population des laissés-pour-compte et les élites, le divorce semble consommé.

Quels sont les principaux enjeux d'une relance du progrès social ?

M. F. : Au-delà du meilleur partage de la richesse, nos travaux ont relevé, dans le monde entier, une aspiration plus profonde à la maîtrise de sa propre vie, à l'accès à un statut respecté, à la prééminence de l'empathie des uns vis-à-vis des autres et surtout à une participation ouverte dans les décisions publiques.

De ce point de vue, les systèmes sociaux et politiques des pays scandinaves apparaissent comme assez exemplaires, même s'ils sont perfectibles. Le mot clé est « démocratie ». Quant à l'État providence, sa pertinence reste démontrée .

On comprend, à vous entendre, que les besoins actuels ne sont pas seulement matériels.

M. F. : Oui, c'est une des révélations des travaux du Panel international. D'ailleurs, nous avons tous été d'accord pour placer certaines aspirations morales fondamentales au cœur du *Manifeste pour le progrès social*. Aller au-delà de notre stricte expertise scientifique nous est apparu comme une prise de responsabilité vis-à-vis du débat public plus nécessaire que jamais.

Nous avons ainsi écrit que « *les valeurs et principe au cœur de ce livre incluent le bien-être et la liberté, la sécurité et la solidarité, ainsi que le pluralisme et la tolérance, la justice distributive et l'équité, la protection de l'environnement, la transparence et la démocratie* ».

À lire aussi [Religions et progrès social](#)

Cela fait un nombre important d'exigences...

M. F. : Oui, sans doute, mais cette liste est œcuménique, dans le sens où elle est validée tout autant par nos confrères chinois qu'américains. Cependant, il y a une valeur qui transcende toutes les autres, c'est la dignité. Elle est à la base des philosophies de la justice sociale.

Elle est centrale, par exemple, dans les préconisations du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) comme elle l'est dans les témoignages des bénévoles d'ATD Quart Monde dont la devise est, d'ailleurs : « *Agir tous pour la dignité !* »

Quelles sont les actions concrètes proposées par le Panel international sur le progrès social ?

M. F. : De fait, notre livre entend aller au-delà de la science, en osant quelques suggestions pratiques. S'il est certes nécessaire, face à la mondialisation néolibérale, que la société civile s'internationalise, il est possible de créer et de développer des bulles de justice sociale ayant vocation à faire exemple.

Ainsi, nous proposons à chacun de construire une famille juste – notamment par le partage des tâches entre hommes et femmes – et attentive à l’environnement. De même, il faut promouvoir un modèle d’entreprise juste, où les relations sociales sont plus horizontales et où les contributions des uns et des autres sont reconnues de façon plus égale. De plus, chacun peut contribuer à une citoyenneté investie dans son quartier, sa ville, pour participer à une vie politique accessible à tous.

Tout ceci pour une véritable émancipation, c’est-à-dire une capacité réelle des individus ou des groupes à agir par eux-mêmes sur les conditions sociales, économiques, politiques et écologiques auxquelles ils sont confrontés.

Marie-Laure SALLES-DJELIC

Professeur des Universités à Sciences Po

Thèmes de recherche : Droit, normes et régulations : Gouvernance et organisations économiques : Savoirs, sciences et expertise

- Histoire comparée du capitalisme
- Mondialisation et américanisation
- Diffusion et médiation des pratiques et des idées
- Dynamiques de régulation et gouvernance transnationales
- Gouvernance d'entreprise, éthique et responsabilité sociale des entreprises

RECHERCHES

Les thèmes de recherche de Marie-Laure Salles-Djelic portent sur l’interaction complexe entre **Entreprise et Société**. Dans la continuité d’une tradition sociologique inspirée de l’institutionnalisme Wébérien, l’activité économique ne peut être appréhendée en faisant abstraction des arrangements institutionnels dans lesquels elle s’inscrit. Ces arrangements, qui plus est, ne sont pas universels, mais ancrés et variables dans le temps et l’espace. Marie-Laure Salles-Djelic a déployé cette approche épistémologique pour comprendre plus spécifiquement, ce que l’on peut appeler avec Karl Polanyi la *”Grande Transformation”* – les dynamiques d’une l’évolution qui donne au fait économique un rôle toujours plus important et une influence de plus en plus forte sur de multiples dimensions de nos sociétés et de notre vie.

Quatre sous-thèmes permettent de classer ses travaux et publications passées ainsi que ses projets futurs:

1. Le développement historique d’une forme de capitalisme particulière – qu’on peut qualifier de managérial, ‘corporate’ et financiarisé et son articulation, historiquement et géographiquement avec d’autres formes de capitalisme,
2. Le déploiement historique de la mondialisation dans la continuité d’une trajectoire d’Américanisation qui définit le long 20ème siècle,

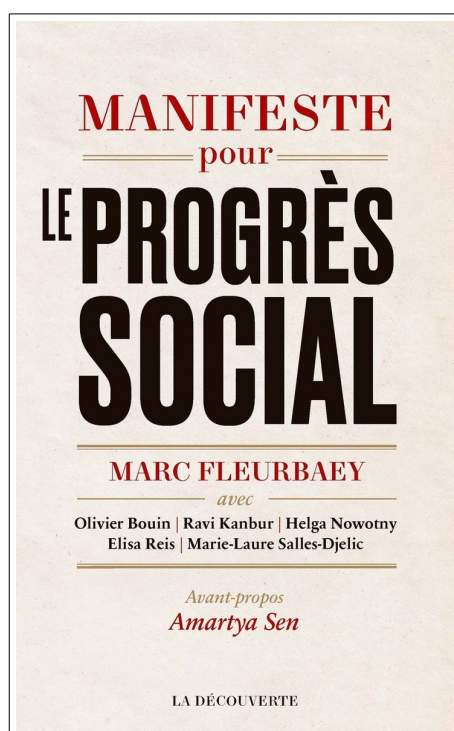
3. Les dynamiques, les réseaux, les acteurs et les schémas idéologiques dominants d'une gouvernance économique mondialisée,

4. Les fondements éthiques du capitalisme contemporain et les enjeux politiques qui lui sont associés.

Marie-Laure Salles-Djelic est l'auteur de nombreux articles et ouvrages parmi lesquels : “[Exporting the American Model](#)” (Oxford University Press 1998) et “[Transnational Communities : Shaping Global Economic Governance](#)” (Cambridge University Press, 2012) co-écrit avec S. Quack.

Elle a obtenu en 2000 le prix Max Weber du meilleur livre en sociologie des organisations de l'American Sociological Association.

Marie-Laure Salles-Djelic prend également la direction de **l'Ecole du Management et de l'Innovation**, nouvellement créée à Sciences Po.



Marc Fleurbaey, avec Olivier Bouin, Ravi Kanbur, Helga Nowotny, Elisa Reis, Marie-Laure Salles-Djelic (avant-propos de Amartya Sen), **Manifeste pour le progrès social**, La Découverte, 288 p., 16 €.

<https://editionsdecouverte.fr/catalogue/index->

[Manifeste pour le progr s social-9782348041754.html](https://editionsdecouverte.fr/catalogue/index-Manifeste_pour_le_progr_s_social-9782348041754.html)

Une meilleure société est possible

Déréglementation, crise économique, tensions sociales, déstabilisation démocratique, guerre : la période 1980-2030 va-t-elle rejouer le drame de 1890-1940, avec en outre la forte probabilité d'être suivie de cataclysmes environnementaux balayant tout sur leur passage dans la seconde moitié du siècle ?

La situation paraît chaque jour plus alarmante et il est intolérable de constater l'écart entre les possibilités considérables, inégalées dans le passé, dont jouissent la plupart des sociétés du monde entier, et la piètre performance des institutions et des gouvernements. Les échecs institutionnels et les problèmes de gouvernance sont partout, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Or nous pouvons faire beaucoup mieux, nous pouvons construire une société meilleure. S'appuyant sur le travail d'un panel mondial de chercheurs en sciences sociales, ce manifeste propose une vision fondée sur une nouvelle manière de penser et de réformer nos principaux piliers institutionnels : marchés, entreprises, politiques de protection sociale et mécanismes de délibération démocratique.

Il délivre un message d'espoir et un appel à l'action, à un moment où de nouvelles menaces pèsent sur l'avenir et où les idéologies du siècle passé ont été discréditées. Ni la perte des illusions ni l'essor du capitalisme ne devraient justifier la fin de la quête de justice sociale.